

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « PROJET DE DECISION DE L'ACCES AU SERVICE TELEPHONIQUE POUR LA CLIENTELE NON-RESIDENTIELLE ET DU DEPART D'APPEL EN POSITION DETERMINEE »

Levée des obligations sur les modalités sèches de sélection du transporteur

L'Autorité envisage de lever l'obligation d'Orange de fournir les modalités sèches de sélection du transporteur, dans la mesure où les opérateurs alternatifs disposeraient de solutions techniques substituables : VGAST sur RTC à court terme et Accès Essentiel pour la téléphonie IP dès début 2018.

La levée de cette obligation, qui serait effective au moment de la publication de la décision, nous semble prématurée.

Les clients d'Iliad Telecom sont des collectivités qui ont sélectionné la société après appel d'offres. Il n'est par conséquent pas possible de modifier le marché de gré à gré sans nouvel appel d'offre, ni de résilier unilatéralement les contrats en cours. En cas de suppression de la présélection sèche, il existe un risque sérieux que les appels ne passent plus.

D'un point de vue économique, la VGAST et l'Accès Essentiel ne présentent pas d'alternatives crédibles aux modalités sèches de présélection. Les coûts directement variables de ces offres (respectivement 12.32 et 13.52 €/abo/mois) sont 5 fois supérieurs à ceux de la présélection (2.50€). Ce différentiel de coût est aggravé par l'existence de coûts de migration et de matériel indispensable pour bénéficier du service téléphonique (box abonné pour l'Accès Essentiel). La mise en œuvre de la VGAST engendrerait des coûts pour développer de nouveaux outils de gestion des services (prises de commandes, facturation), des clients (SAV), qui ne pourront probablement pas être amortis par des opérateurs visant une clientèle spécifique, compte tenu de la décroissance du parc et de la disparition programmée de la VGAST. Ces coûteux développements seraient enfin échoués et ne pourraient pas être réutilisés pour la reprise de l'Accès Essentiel.

Des points de vue technique et opérationnel, les conditions de substituabilité de l'Accès Essentiel sont encore à démontrer. Les opérateurs alternatifs ont ainsi déjà manifesté lors des multilatérales « Arrêt du RTC » les difficultés opérationnelles qu'ils pourraient rencontrer pour faire migrer leurs clients vers ces offres.

Nous demandons donc que la prestation perdure, pour les accès existants en date de publication de la décision, jusqu'à l'extinction de la durée d'engagement y compris reconduction (qui ne peuvent être refusés par l'opérateur) des derniers contrats, soit l'été 2020. Ce délai nous paraît également nécessaire pour la mise en place des mesures d'accompagnements prévues par l'Arcep dans la Décision n° 2014-1102¹ mais qui n'ont pas été menés, et le cas échéant mettre en œuvre les interconnexions entrantes, développer les outils de gestion, etc.

Le préavis pour arrêter de commercialiser de nouvelles lignes pour de nouveaux abonnés peut en revanche être plus court.

Ce phasage entre extinction commerciale (plus d'activation du service sur de nouveaux accès pour de nouveaux abonnés) et fermeture technique (arrêt du service et donc coupure pour les abonnés actifs) est classique dans le secteur et a été respecté pour presque toutes les fermetures de service (X25, cuivre sur Palaiseau, ...). Nous demandons qu'il en soit de même pour la présélection sèche.

¹ « Orange devra, d'ici au 1er janvier 2015, communiquer à l'Autorité et aux opérateurs clients la liste des mesures d'accompagnement envisagées pour faciliter la migration vers son offre de VGAST (mise à disposition d'un chef de projet dédié, processus de migration groupée à un tarif raisonnable reflétant les gains d'efficacité dégagés, non facturation des FAS,...). »

Livraison du trafic de départ d'appel RTC en IP

Iliad regrette que l'Arcep ne prévoie pas d'imposer à Orange une obligation de livrer le trafic TDM en IP. Ce sujet est selon nous prioritaire par rapport à la réduction du nombre de points d'interconnexions.

Iliad soutient en revanche la démarche de l'Arcep visant à trouver une solution technique sectorielle. Une telle solution existe déjà en SIP-I, un calendrier serré peut donc être défini.